

25 ans au service du développement communautaire

La Banque islamique de développement (BID), institution internationale de développement au service des pays membres et des communautés musulmanes des pays non membres, célèbre son jubilé d'argent (XXVe anniversaire) ce 1er juillet 1999. Ce sera au Palais des congrès de Ouaga 2000. A l'occasion, il est prévu une exposition sur les réalisations de la banque au Burkina Faso et ailleurs dans ses pays membres ainsi qu'un symposium sur le thème «Les pays membres de l'Organisation de la Conférence islamique (OCI) face au XXIe siècle : rôle de la Banque islamique de développement».

Pour marquer l'événement à sa manière Sidwaya a rencontré le président de la Banque islamique de développement, le Dr Ahmad Mohamad Ali.

Sidwaya : La Banque islamique de développement (BID) a 25 ans d'existence. Dans le rétroviseur de l'histoire, quelle lecture faites-vous de ces 25 ans d'âge ?

Dr Ahmad Mohamad Ali : La Banque islamique de développement (BID) est une institution internationale de financement du développement. Elle a commencé ses activités en octobre 1975. Au début, la banque ne comptait que 22 pays membres avec un capital de deux milliards de Dinar islamique (DI). Aujourd'hui la Banque islamique de développement compte 53 pays membres avec un capital de 6 milliards de Dinar islamique.

Sidwaya : Quelles sont les grandes étapes évolutives de la Banque islamique de développement ?

Dr A.M.A : La Banque islamique de développement a mis en place un certain nombre d'institutions qui travaillent toutes pour réaliser les objectifs fixés par la banque et fertiliser la coopération entre pays en voie de développement. A la différence des autres institutions financières de développement, tous les pays membres de la Banque islamique de développement sont des pays en voie de développement.

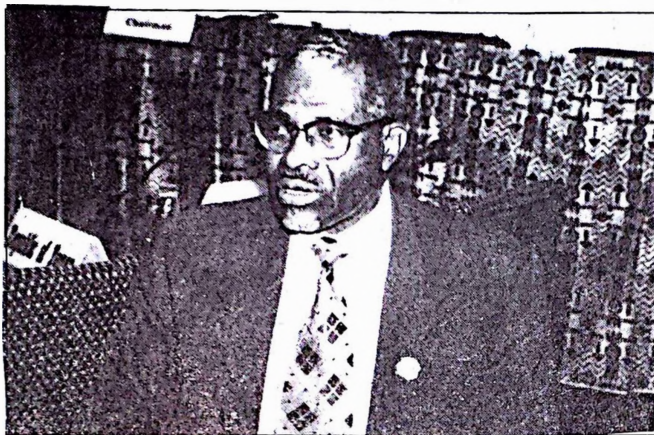
Sidwaya : La philosophie financière de la Banque islamique de développement est fondée sur la charria islamique. Qu'est-ce à dire ?

Dr A.M.A : Le système islamique financier est beaucoup plus approprié pour le système bancaire. Si les organisations financières internationales appliquaient les principes du

ses compétences. C'est dans ce sens qu'il faut agir quand on s'engage à soutenir un projet aux fins qu'il soit une réalité.

Sidwaya : La Banque islamique de développement a un mode de financement qui consiste à octroyer des prêts sans intérêt. N'est-ce pas un mode contraire à l'orthodoxie bancaire ?

Dr A.M.A : La banque suit le



Dr Ahmad Mohamad Ali président de la BID : «Nous sommes satisfaits du niveau de coopération avec le Burkina».

financement islamique, les pays en voie de développement ne seraient pas écrasés par le lourd fardeau de la dette. Certains pays vont consacrer jusqu'à 50% de leur budget rien que pour payer les services de la dette. Le système qui est celui de la Banque islamique est basé sur la participation et non pas sur la philosophie du prêt. Et si les pays industrialisés pratiquaient cette méthode, il ne fait aucun doute que dans leurs relations de coopération avec les pays en voie de développement les projets qu'ils financent connaîtraient beaucoup plus de succès.

Sidwaya : Que revêt ce système financier islamique ?

Dr A.M.A : C'est simple ! Si le bailleur de fonds d'un projet est en même temps partie prenante du projet - car soucieux de la réussite de ce projet - il va sans dire que le projet ne peut pas ne pas réussir. Etre partie prenante du projet suppose que le bailleur de fonds partage les risques avec les bénéficiaires du projet. Le succès du projet doit être sa préoccupation et il doit y contribuer avec toutes

les compétences de la charria mais a un certain nombre de modes de financement. C'est par exemple le financement intitulé «prêts sans intérêt» octroyés pour la réalisation d'infrastructures (routes, barrages...). Dans ce cas la banque ne perçoit que les charges administratives de gestion desdits projets.

A travers ce mode de financement, la banque a à son actif le financement de 21 projets au Burkina à hauteur de 110 millions de dollars américains. Les projets qui entrent dans le cadre du prêt sans intérêt sont entre autres les barrages de la Kompienga, de Ziga, de la Vallée du Sourou, les écoles et les centres de santé...

La banque a pris une participation dans le capital d'une société d'exploitation de mines d'or. Dans ce projet, la banque est comme les autres actionnaires. S'il y a des dividendes à toucher, elle touche sa part. L'autre mode de financement, c'est le crédit bail. Il sert à acheter des machines et autres équipements pour un projet donné. Le bénéficiaire n'en deviendra propriétaire que s'il s'acquitte selon les modalités

de la banque des échéances préalablement établies.

Un autre mode de financement consiste à la vente à tempérament. Dans ce cas précis, la banque achète les équipements et les revend au projet dont le paiement s'étale sur plusieurs années selon la liquidité de la trésorerie du projet. Là il y a une marge bénéficiaire que la banque encaisse.

En somme, la banque, pour les prêts sans intérêt ne perçoit aucun revenu. Mais elle reçoit des revenus pour les autres modes de financement tels que la prise de participation au capital, la vente à tempérament et le crédit bail. La banque œuvre également à la promotion du commerce intra-communautaire. Dans le cadre de la coopération, la banque a un certain nombre de guichets pour le financement de l'importation et de l'exportation de certains produits.

A cela il faut ajouter la coopération technique qui se fait à travers l'échange d'experts entre pays. Récemment, la Banque islamique de développement a envoyé 9 Burkinabè au Maroc et en Tunisie pour se familiariser aux techniques de l'irrigation...

Sidwaya : Parmi les différents modes de financement de la banque quel est celui qu'elle affectionne le plus ?

Dr A.M.A : Nous n'avons pas de privilège particulier pour tel ou tel mode de financement. Nous avons des pays membres qui ne sont pas au même niveau de développement. Donc, pour ce qui est des pays les moins avancés, ils bénéficient plus des prêts sans intérêt. Pour exemple sur un total de 144 millions de dollars américains octroyés au Burkina, 110 millions l'ont été sous forme de prêts sans intérêt. Mais si nous devons aller dans des pays tels que le Pakistan, la Turquie... ce sera des modes de financement qui sont moins concessionnels. Nous n'avons donc pas de préférence ! Tout dépend du pays où le mode de financement est appliqué.

Sidwaya : La Banque islamique de développement intervient dans le cofinancement de

projets avec d'autres institutions qui n'ont pas les mêmes modes de financement. N'y a-t-il pas risque de conflit ?

Dr A.M.A : Nous coopérons avec beaucoup d'institutions de financement. Nous cofinçons avec la Banque mondiale, avec la BAD, avec le Fond koweïtien, la BADEA... Ce cofinancement se fait, à chacun selon son mode de financement et ... sans problème particulier.

Sidwaya : Quelle est la vision de la Banque islamique de développement de ce que doit être le développement ?

Dr A.M.A : Notre vision, c'est d'aider les pays membres à accroître leur niveau de vie, à promouvoir la coopération entre pays membres dans le sens du développement et de la croissance économique.

Sidwaya : La Banque islamique de développement est-elle satisfaite de ses interventions au Burkina ?

Dr A.M.A : Nous sommes satisfaits du niveau de coopération entre la banque et le Burkina Faso. C'est actif au niveau de ce pays. Les contacts sont quasi permanents et cela permet de nouer pas mal de relations de coopération. Il en résultera à coup sûr une augmentation du volume des interventions de la Banque islamique de développement au Burkina.

Sidwaya : La Banque islamique de développement face à elle-même, quels reproches en terme de faiblesses et qui peuvent être relevés en terme de défis ?

Dr A.M.A : Nous rencontrons un certain nombre de difficultés. Parmi nos membres il y a des pays très pauvres sur le plan du développement économique. Aux besoins immenses de ces pays, nous n'arrivons pas toujours à satisfaire du fait des ressources limitées de notre banque.

A cela il faut ajouter le problème du personnel à former afin qu'il réponde à la performance requise.